

NATIONS UNIES
INSTITUT AFRICAÏN
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET DE PLANIFICATION

DAKAR.

NUMERISE-AGS-RM

CS/2703-3 (b)

S5086

37

SEMINAIRE DE COTONOU

LES PROBLEMES DE STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT

CHAPITRE IV : GENESE ET DEVELOPPEMENT DU SOUS-DEVELOPPEMENT

Par

SAMIR AMIN

SEPTEMBRE 1975.

(a) 1-10-83

UNITED STATES
DEPARTMENT OF JUSTICE
FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION
WASHINGTON, D. C. 20535

D. A. K. A. R.

CONFIDENTIAL

ALL INFORMATION CONTAINED HEREIN IS UNCLASSIFIED

DATE 10-10-83 BY SP-8 J. J. [REDACTED]

1-10-83

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

GENESE ET DEVELOPPEMENT DU SOUS DEVELOPPEMENT1. La dépendance commerciale, financière et technologique

En ce qui concerne les échanges commerciaux, la domination du centre n'est pas la conséquence du fait que les exportations de la périphérie sont constituées de produits de base, mais de ce que les économies périphériques ne sont que des producteurs de produits de base, c'est-à-dire que cette production n'est pas intégrée dans une structure industrielle auto-centrée. Il en résulte que, pris globalement, la périphérie fait l'essentiel de son commerce avec le centre, tandis qu'au contraire les économies centrales font l'essentiel de leurs échanges entre elles.

La domination s'exprime également dans la structure du financement. Au centre, le capitalisme étant national, ce financement est interne; à la périphérie, il provient dans une large mesure du capital étranger, au moins pour ce qui est de la fraction productive des investissements. Or, si les investissements productifs sont financés par le capital étranger, ils doivent nécessairement conduire tôt ou tard à un reflux des profits en sens inverse tel que la croissance se bloque. Dès lors, l'aide extérieure (publique et gratuite ou semi-gratuite) devient une condition nécessaire du fonctionnement du système de la "spécialisation internationale". Elle a pour effet de remettre la responsabilité de l'orientation du développement aux fournisseurs de fonds. Elle accentue les mécanismes de la domination économique, comme ceux de la domination politique tout court.

On est fort peu renseigné sur le mouvement des profits exportés. Les balances des paiements d'un grand nombre de pays sous-développés sont mal établies, parfois même (c'est le cas pour beaucoup de pays africains) tout à fait fantaisistes. Les chiffres officiels de l'exportation des profits font ressortir une grande dispersion des pays sous-développés de ce point de

vue : les profits exportés représentent de 2 à 25% du produit intérieur brut, de 8 à 70% des exportations. Ce sont là, pour les pays situés dans les tranches supérieures - comme certains pays pétroliers ou miniers - des proportions énormes. L'évolution de cette charge au cours du processus de mise en valeur coloniale ne fait guère de doute, bien que là encore les études scientifiques soient rares. Il est plus aisé de saisir ce mouvement à partir de la balance des paiements des pays développés. Pour la Grande-Bretagne, le revenu en provenance de l'étranger passe de 4 % du revenu national en 1880-1884 à 10% en 1910-1913; en France, de 2,5 à 5%; aux Etats-Unis, le revenu d'origine extérieure augmenté entre 1915 et 1934 environ deux fois et demie plus vite que le revenu national. Entre 1950 et 1965, les revenus des investissements américains à l'étranger ont augmenté 2,3 fois plus vite que ceux des investissements intérieurs, la part des premiers passant de 8,8% à 17,8% des profits totaux des sociétés américaines.

Or, toutes ces estimations pèchent par une large sous-évaluation et ne sont que partiellement significatives du rôle décisif du capital étranger à la périphérie. Les statistiques de la balance des paiements, en effet, ne saisissent, dans le meilleur des cas, que les profits effectivement exportés. En Egypte, par exemple, de 1945 à 1952 les profits du capital étranger représentent 20 à 30% de la masse globale des rémunérations du capital, et les profits exportés 15%. L'exportation des profits du capital étranger a réduit en Egypte le taux de croissance entre 1882 et 1914 de 3,7% l'an (taux potentiel si ces profits avaient été réinvestis) à 1,7% (taux effectif); de 3 ou 4% à 1,4% de 1914 à 1950. En Côte-d'Ivoire, les transferts privés sont passés de 7,3 milliards C.F.A. en 1950 à 25,2 en 1965, l'emportant largement sur le flux de l'aide publique et des capitaux privés, qui sont passés de 4,6 à 15,4 milliards entre les mêmes dates. Pour les cinq pays d'Afrique centrale de la zone franc, le reflux des profits a été en moyenne annuelle entre 1960 et 1968 de 44,2 milliards de francs C.F.A., tandis que l'aide publique et le flux des investissements étrangers ne dépassaient pas 34,4 mil-

liards. Les profits bruts exportables représentent 13% du produit intérieur brut en Côte-d'Ivoire, et 13% également pour l'ensemble des pays de l'U.D.E.A.C. Pour neuf pays d'Afrique de l'Ouest, au cours des dix années 1960-1970, le reflux des profits (92 milliards de francs C.F.A., soit 10 % du produit intérieur brut) l'a emporté sur le flux d'entrée des capitaux privés augmenté de l'aide publique.

Harry Magdoff a montré que les éléments d'information dont on dispose limitent la signification du phénomène. L'accumulation à l'extérieur des profits des entreprises américaines a été si puissante qu'elle a fait d'elles, en vingt ans, la troisième puissance économique mondiale. Ajoutons que toutes les informations disponibles indiquent seulement l'ampleur des flux aux prix du marché. Or, ceux-ci contiennent déjà un transfert massif de valeur.

L'histoire montre que la dynamique de l'investissement étranger conduit à un retournement de la balance des flux, le reflux des profits finissant par l'emporter sur le flux d'entrée du capital. Elle montre aussi que la dynamique de l'investissement étranger est très différente dans les pays capitalistes jeunes, c'est-à-dire les formations centrales nouvelles en voie de développement - au XIX^e siècle, les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, la Russie et, plus tard, le Canada, l'Australie, l'Afrique du Sud - et dans les formations périphériques.

Les pays capitalistes jeunes engagés dans la voie d'un développement autonome, c'est-à-dire autocentré et pour une large part autodynamique, ont pu recevoir des masses importantes de capitaux étrangers. Ce flux n'a cependant joué ici qu'un rôle d'appoint, quantitativement secondaire, et d'ailleurs décroissant. Ainsi, aux Etats-Unis, la part du capital étranger dans la fortune nationale a-t-elle été réduite progressivement de 10 % en 1790 à 5 % en 1850-1870, pour tomber à 1 % vers 1920 et disparaître ensuite, de même que pour la Suède, le Canada, l'Allemagne, le Japon et l'Australie.

Dans ces pays, l'investissement dans son ensemble - étranger et local - a induit une croissance rapide parce qu'autocentrée. Dans ces conditions, le problème du flux des bénéfices exportés est passé au second plan. Ces pays, d'emprunteurs, sont devenus prêteurs, exportant à leur tour des capitaux, comme les anciennes métropoles (Grande-Bretagne et France, puis Allemagne).

Telle n'est pas la situation des pays de la périphérie, qui ne sont jamais passés au stade d'exportateurs de capitaux, mais de celui d'emprunteur jeune (flux d'entrée des capitaux supérieur à reflux de sortie des profits) à celui d'emprunteur vieux (reflux des profits supérieur au flux d'entrée). La date du retournement de la situation est certes variable. Elle apparaît pour les plus vieux pays de la périphérie, comme l'Argentine, dès la fin du XIX^e siècle. En gros, l'Amérique latine, les pays asiatiques anciennement colonisés (Inde et Indonésie) sont devenus des emprunteurs vieux depuis plusieurs décennies, parfois un demi-siècle, tandis que l'Afrique tropicale le devient seulement maintenant. La mise en valeur de richesses nouvelles intéressant le capital étranger, comme le pétrole au Moyen-Orient après la deuxième guerre mondiale, peut provisoirement faire repartir une nouvelle vague d'investissement et faire renaître conjointement une situation d'emprunteur jeune. Mais elle ne permet pas pour autant de sortir du processus.

Ce qui est vrai de la balance des capitaux privés l'est également de celle des flux publics. Bien qu'ici les conditions soient considérées comme particulièrement favorables (proportion importante de dons, taux d'intérêts de faveur pour les prêts, etc), l'amortissement de la dette publique absorbait déjà en 1965-1967 : 73% du flux des apports publics nouveaux en Afrique, 52% en Asie orientale, 40% en Asie méridionale et au Proche-Orient, 87% en Amérique latine. D'après les calculs de la B.I.R.D., si le montant des prêts nouveaux se maintient pendant dix ans encore au niveau actuel, en 1977 ces proportions seront respectivement de 121%, 134%, 97% et 130% pour chacune des régions sus-mentionnées...

De ces expériences historiques de la périphérie, on peut conclure qu'au fur et à mesure de la mise en valeur - c'est-à-dire du développement du sous-développement - la balance des paiements de la périphérie tend à se détériorer, à la fois parce que celle-ci passe du stade d'emprunteur jeune à celui d'emprunteur vieux, et parce que la commercialisation croissante de l'économie dans le cadre de la spécialisation internationale inégale engendre des vagues d'importations induites indirectes et secondes grandissantes.

Le retournement de la balance des flux financiers est retardé tant que les profits du capital étranger peuvent être systématiquement réinvestis. Ce qui est le cas pendant les périodes prospères de la mise en valeur coloniale. Mais la fortune nationale passe alors sous le contrôle grandissant du capital étranger et les bénéfices de la mise en valeur sont accaparés dans des proportions croissantes par les étrangers. A ce mécanisme fondamental s'ajoute la force concurrentielle grandissante du secteur capitaliste étranger qui, dans certains cas, expulse de ses domaines le capital local constitué dans les premières étapes de l'intégration au marché international. Tel fut le cas du Sénégal, dont la bourgeoisie locale, véhicule du développement de l'économie de traite au XIX^e siècle, fut ruinée entre 1900 et 1940. Le transfert progressif de la fortune nationale dans les mains étrangères peut atteindre, comme en Afrique Noire, des proportions très fortes : 15 à 80% du produit intérieur brut monétaire des pays d'Afrique Noire proviennent du secteur étranger. En Côte-d'Ivoire, en 1965, les revenus étrangers représentent 47% du produit non agricole du pays et 32% du produit intérieur brut. Au Maghreb, alors colonie de peuplement, ces deux proportions étaient en 1955 respectivement de 70% et de 57%.

Certes, il existe des forces qui empêchent la croissance géométrique des profits étrangers d'atteindre les volumes astronomiques que les calculs lui assignent. Ce sont ces mêmes forces qui empêchent la somme des

revenus du capital ; accaparer à l'intérieur d'une économie une part croissante du revenu. Toutes ces forces - outre les accidents monétaires (inflation) ou politiques (nationalisations) - relèvent de la baisse du taux du profit. Car, si la rémunération du capital était stable, son accumulation conduirait à l'augmentation de la part des profits dans le revenu national. Il reste que, dans le modèle de pays sous-développés prospères, comme la Rhodésie ou l'Afrique du Sud, la polarisation du contrôle de la fortune nationale aux mains de minorités devient extrême.

L'appropriation du surplus généré à la périphérie par le capital central découle directement de l'appropriation par ce capital des moyens de production principaux. Cette appropriation directe est-elle une condition nécessaire au transfert du surplus ? Sans doute pas. On peut penser que la dépendance technologique tendra peu à peu à remplacer la domination par l'appropriation directe. Le monopole de la fourniture d'équipements spécifiques, des services après vente et de la fourniture des pièces de rechange, les brevets et toutes les formes de propriété morale, permettent de plus en plus de ponctionner une fraction majeure de la plus-value générée dans une entreprise sans même la posséder juridiquement. On peut imaginer aujourd'hui une économie totalement dépendante dont l'industrie continuerait d'être propriété nationale, et même publique.

2. Le déficit tendanciel de la balance des paiements extérieurs de la périphérie

L'histoire de la périphérie révèle la succession rapide de deux phases : une première phase caractérisée par l'excédent de la balance des paiements - qui correspond à la mise en valeur coloniale, la mise en place de l'économie sous-développée, le développement du sous-développement -, à laquelle succède une phase de déficit tendanciel chronique - qui correspond à la crise de ce système, au blocage de la croissance fondée sur la demande

extérieure. L'étalon-devises étrangère masque un certain temps cette tentance au déficit extérieur; mais, tôt ou tard, celui-ci contraint les pays sous-développés à l'indépendance monétaire - indépendance qui ne saurait représenter une solution véritable au problème et ne peut qu'être la cause de désordres monétaires supplémentaires.

Les économies sous-développés étant des économies extraverties, tous les problèmes y débouchent sur la balance des comptes extérieurs. Chaque modification économique importante qui a lieu au cours du développement agit sur les différents éléments de la balance des comptes. Peut-on en dire autant des pays développés ? Certes, ici aussi, on ne conçoit guère de grand changement qui n'agisse sur les conditions des relations entre l'économie nationale et les pays étrangers. Mais les deux problèmes sont qualitativement différents. On peut construire valablement le modèle du développement de l'économie capitaliste sans introduire de relations internationales dans le schéma de ce développement : l'économie capitaliste forme en effet un ensemble cohérent se suffisant à lui-même. Un tel ensemble est impensable pour un pays sous-développé qui, par définition, ne saurait être isolé du marché international.

Le problème n'est donc pas de savoir s'il existe des mécanismes qui assurent l'équilibre spontané de la balance extérieure en général, et en particulier dans les relations entre le centre développé dominant et la périphérie dominée sous-développée : de tels mécanismes n'existent évidemment pas, tout au moins sous une forme qui assurerait un équilibre automatique. Le problème est de savoir pourquoi, malgré l'absence de tels mécanismes, le système fonctionne. Or il fonctionne et assure un équilibre relatif dans les relations entre pays capitalistes développés comme dans les relations entre ceux-ci et les pays de la périphérie du système. Si, en ce qui concerne les relations entre pays développés, le système marche, c'est à travers des crises permanentes qui constituent l'histoire du développement

du capitalisme : crises cycliques classiques du XIX^e siècle et du premier tiers du XX^e, crises monétaires et politiques extérieures des Etats, crise de "faim de dollars" de l'après-deuxième guerre mondiale, puis crise du système monétaire international. L'ajustement structurel permanent constitue la toile de fond de cette histoire. Un ajustement caractérisé toujours par l'inégalité, l'asymétrie, la domination, hier de la Grande-Bretagne, aujourd'hui des Etats-Unis.

Pour ce qui concerne les relations entre le centre et la périphérie, l'ajustement, fondamentalement inégal, se fait à travers une tendance permanente au déficit extérieur des pays sous-développés, tendance sans cesse surmontée, grâce précisément à cet ajustement structurel. La périphérie est façonnée conformément aux exigences de l'accumulation au centre, les structures des prix et la distribution des rentabilités relatives étant établies de manière que le développement du capitalisme à la périphérie reste périphérique; c'est-à-dire fondé essentiellement sur le marché extérieur. L'ajustement s'accompagne alors d'une tendance chronique au déficit de la balance extérieure de la périphérie. Les tentatives pour expliquer ces phénomènes d'asymétrie de la balance des paiements sans faire appel à l'ajustement structurel (c'est-à-dire au mécanisme de la spécialisation internationale) ne peuvent qu'être partielles et descriptives. C'est le cas des explications qui décrivent l'état et le mouvement des "élasticités" et des "propensions", lesquels sont ce qu'ils sont précisément parce qu'ils expriment les mécanismes les plus profonds de l'ajustement structurel.

Les manifestations du phénomène

Dans l'hypothèse d'un change stable (étalon-or ou étalon-devise étrangère), le déficit tendanciel est sans cesse surmonté par le ralentissement de la croissance potentielle. Il est très difficile de repérer statistiquement ce phénomène qui joue comme une tendance profonde et qui ne se révèle pas par des symptômes extérieurs apparents. Par contre, lorsque le

change peut fluctuer librement, le déséquilibre tendanciel se traduit sans cesse par la dévaluation de la monnaie. Il est donc plus facile alors de repérer le phénomène, encore que la dévaluation puisse avoir été causée par l'inflation interne, et non par le déséquilibre de la balance extérieure. Seule la connaissance de l'histoire de l'émission permet de faire le partage des responsabilités. On peut également essayer de déceler le phénomène par le mouvement des réserves internationales (or et devises) des pays sous-développés.

A partir de quelle date approximative la balance des paiements de la périphérie est-elle devenue chroniquement déficitaire ? Il est malaisé de le dire, car le retournement de la situation paraît s'être fait à des époques différentes suivant les pays. Il semble que la balance des comptes réels de Cuba, des colonies françaises et anglaises d'Afrique, par exemple, ait été longtemps excédentaire d'une façon chronique, ce qui a fait dire à certains, à tort, que l'importation de liquidités monétaires devait être payée par des exportations réelles. Mais déjà au XIX^e siècle le taux de change de presque tous les Etats d'Amérique latine est régulièrement abaissé. Dans l'exemple du Brésil, le déficit de la balance extérieure a eu à ce sujet autant de responsabilité que l'émission inflationniste de papier-monnaie. Il en avait été de même en Argentine entre 1880 et 1900. C'est dire que sans doute la balance extérieure de ces pays - grands fournisseurs de produits de base, ils étaient plus intégrés au marché international que les pays d'Afrique et d'Asie fraîchement colonisés - était déjà chroniquement déficitaire au XIX^e siècle.

Pour le XX^e siècle, il n'y a aucun doute. La valeur-or des différentes monnaies avait partout baissé entre 1929 et 1937; mais elle a nettement plus diminué pour les pays sous-développés que pour les pays développés. Si certains des premiers ont conservé inchangé leur taux de change avec la métropole (colonies françaises, belges, portugaises, espagnoles, anglaises et membres coloniaux de la zone sterling), ce n'est pas parce qu'ils n'éc-

prouvaient aucune difficulté à équilibrer leur balance. C'est plutôt malgré ces difficultés que les métropoles ont agi ainsi, afin de laisser le mécanisme-revenu épuiser ses effets. Aussi a-t-on vu que leurs réserves-devises (qui remplacent pour eux l'or comme monnaie internationale) étaient inférieures en 1937 à ce qu'elles avaient été en 1929, ce qui montre bien que le déficit tendancier était chronique. La situation de l'Amérique latine reflète également un tel déficit. Car, même aux taux dépréciés que ces pays ont adoptés, le déficit persistait, comme le prouve la baisse des réserves centrales d'or monétaire entre 1927 et 1937 (un cycle entier), ainsi que celles de l'ensemble de leurs réserves monétaires. Au contraire, pour les pays développés, toutes ces réserves ont augmenté pendant la même période.

Après la deuxième guerre mondiale, un système de taux relativement rigides a remplacé les changes fluctuants d'autrefois. Les dévaluations ont quand même été très fréquentes dans les pays sous-développés, avec l'accord et même la recommandation du F.M.I. Elles ont parfois été nécessitées par l'inflation interne préalable, mais souvent aussi par le déficit extérieur chronique, ce dernier ayant seulement été renforcé par l'inflation. Parallèlement, les réserves internationales de la périphérie ont diminué. Il est vrai que l'après-guerre immédiat est aussi caractérisé par le déficit extérieur de nombreux pays développés : le système fonctionnait alors - pendant la période de la reconstruction - au bénéfice presque exclusif des Etats-Unis. Le centre (Etats-Unis, Europe, Japon) ne reprendra dans son ensemble sa place traditionnelle qu'une fois cette première étape passée, non sans d'ailleurs poser de graves problèmes de réajustement entre les pays développés. Toujours est-il qu'entre 1948 et 1967 les monnaies européennes n'ont perdu, par rapport au dollar, que 5,2% de leur valeur, contre 38,4% pour les monnaies du Moyen-Orient, 46,1% pour celles de l'Asie (Japon exclu), 47,6% pour celles de l'Afrique et 62,2% pour celles de l'Amérique latine.

L'asymétrie dans les relations internationales : les explications
courantes

Kindleberger est sans doute le premier à avoir tenté de rendre compte systématiquement de l'asymétrie dans le comportement des balances extérieures de partenaires. Certes, ce n'est pas à partir du problème des relations entre les pays sous-développés et les pays développés qu'il a conduit son analyse, mais à partir des relations entre l'Europe et les Etats-Unis dans les années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale. Harrod, défenseur des intérêts britanniques, attribuait la "faim de dollars" à la politique des Etats-Unis, en particulier à la surévaluation du dollar par rapport à l'or, ainsi qu'au tarif douanier américain, jugé trop élevé. Kindleberger fut amené à lui répondre dans les termes d'une théorie générale. Il part d'une constatation : le mécanisme qui fait des pays sous-développés les victimes de la conjoncture dans toutes les phases est semblable au mécanisme qui joue aujourd'hui dans les relations entre l'Europe et les Etats-Unis. On sait qu'en 1949 une récession mineure aux Etats-Unis a entraîné l'effondrement des exportations européennes vers l'Amérique dans des proportions voisines de 50%. Kindleberger juge que, pour que les effets d'une variation du revenu du national aux Etats-Unis et en Europe sur les relations économiques internationales soient symétriques, cinq conditions doivent être remplies; il faut : 1° que le degré de dépendance d'une région par rapport à l'autre (mesuré par le rapport exportations/revenu national dans chacun des deux pays) soit du même ordre de grandeur, 2° que, chez les deux, les pressions inflationnistes et les pressions déflationnistes jouent dans le même sens, 3° que les élasticités des prix jouent autant pour les exportations des deux, 4° que les innovations ne trouvent pas toujours leur origine dans le même pays, 5° que dans les deux pays les réponses de l'offre aux sollicitations de la demande soient analogues.

Or, justement, dans les relations entre les Etats-Unis et l'Europe, de même que dans les relations entre les pays développés en général et les pays sous-développés, ces cinq conditions ne sont pas remplies. Il y a donc asymétrie dans la balance des paiements. L'énumération de ces

cinq conditions ne constitue cependant pas une explication du phénomène, mais seulement sa description.

Il en est de même de la thèse de Raul Prebisch concernant l'asymétrie centre-périphérie. Selon Prebisch, au XIX^e siècle, les fluctuations du revenu sont supposées avoir été plus amples dans les pays développés (essentiellement la Grande-Bretagne) que dans les pays sous-développés. Pendant la dépression, la chute du revenu national, relativement plus importante en Grande-Bretagne que dans les pays d'outre-mer, entraînait un effondrement des importations du centre dominant d'alors relativement plus fort que celui des importations des pays d'outre-mer. La Grande-Bretagne attirait alors l'or de ces pays, puisque la balance (supposée en équilibre sur le cycle entier) était, durant la dépression, défavorable aux pays sous-développés. Au contraire, durant les périodes de prospérité, la symétrie du phénomène faisait refluer l'or vers les pays peu développés : le gonflement relativement plus ample du revenu national de la Grande-Bretagne entraînait une élévation du niveau des importations britanniques plus forte que celle des importations des pays sous-développés. Au XX^e siècle, prétend Prebisch, le phénomène a perdu son caractère de symétrie parce que la propension à importer des Etats-Unis s'affaiblit sans cesse tandis que celle de la Grande-Bretagne demeurait stable.

La proposition de Prebisch selon laquelle la balance des pays sous-développés était équilibrée dans la longue période au XIX^e siècle et est chroniquement déficitaire de nos jours, n'est pas fondée sur la taille relative des fluctuations du centre et de la périphérie du système, ni sur la taille absolue des propensions à importer, mais uniquement sur le mouvement de la propension à importer du centre. Que signifie alors sa thèse? Tout simplement que le développement du centre est fondé sur le marché intérieur (celui de l'ensemble des pays développés), tandis que celui de la périphérie est fondé sur le marché extérieur (celui des pays développés). C'est cette

asymétrie de structure fondamentale qui explique l'évolution du rapport des propensions à importer. Mais ce mouvement n'est pas particulier au XX^e siècle. Il date de l'intégration de la périphérie au marché mondial. Comment expliquer alors que le déficit tendanciel chronique de la balance extérieure de la périphérie semble n'être apparu que tardivement? En faisant intervenir l'élément que Prebisch néglige dans son analyse : le mouvement des capitaux, Car Prebisch ne prend en considération que la balance commerciale, négligeant les autres postes de la balance des comptes. La tendance chronique de la balance commerciale des pays sous-développés à être déficitaire peut être compensé par l'afflux du capital étranger. Cet afflux à certaines périodes du cycle seulement, celles de prospérité, peut bien rendre les fluctuations de la balance de ces pays plus amples, il contribue néanmoins à égaliser sur un cycle entier les excédents et les déficits. Il est vrai que ce flux contient en germe le reflux des profits, qui doit finalement l'emporter. C'est ce reflux des profits, devenant de plus en plus important, qui serait finalement, avec le mouvement de la balance commerciale analysé, le responsable du déficit chronique de la balance des pays sous-développés de nos jours. Au XIX^e siècle, le flux croissant du capital étranger, plus fort que le reflux des profits, compensait la détérioration progressive de la balance commerciale. Au XX^e siècle, le reflux croissant des bénéfiques, plus important que le flux du capital nouveau, s'ajoute à la détérioration progressive de la balance commerciale pour accentuer celle de la balance des comptes.

L'analyse de Kindleberger reste confinée au domaine de la balance commerciale; elle devra donc être complétée de la même façon que celle de Prebisch. En outre, cette analyse reste, elle aussi, purement descriptive. Pourquoi en effet la propension à importer des pays sous-développés, celle des pays sous-développés, les élasticités-prix, les réponses de l'offre aux sollicitations de la demande, etc, sont-elles ce qu'elles sont?

La réponse s'impose : c'est la place du marché extérieur dans le développement du capitalisme périphérique qui explique le mouvement de ces

propensions. Ainsi, le degré de dépendance à l'égard du commerce extérieur est le produit d'un mouvement historique dont nous avons retracé les étapes; les pressions dites déflationnistes s'expliquent par l'état de maturité, les élasticités-prix par le degré de monopolisation de l'économie : la production industrielle monopolisée résiste à la baisse des prix mieux que la production agricole restée concurrentielle. Quant aux innovations, elle doivent provenir des pays développés, non des pays sous-développés. Ces innovations et les "effets de démonstration" qu'elles engendrent dans les pays sous-développés renforcent la propension à importer en détournant la demande du marché local pour l'orienter vers la demande d'importations. Enfin, l'offre est fortement élastique dans la structure capitaliste où l'entrepreneur dynamique devance la demande, faiblement dans celle où l'entreprise suit la demande (elle-même externe). Cette situation accentue l'effet du degré différent de la monopolisation de la production sur l'élasticité relative des prix.

Les causes de l'asymétrie dans les relations internationales :

la dépendance

C'est le centre qui prend l'initiative commerciale. C'est lui qui impose à la périphérie les modalités de la spécialisation. Cette asymétrie, qui traduit la dépendance commerciale de la périphérie, se manifeste par l'antériorité des exportations du centre sur ses importations (les exportations de la périphérie qui se soumet aux modalités de la spécialisation).

La dépendance commerciale de la périphérie est aggravée par sa dépendance financière. La raison fondamentale de celle-ci est que les investissements de capitaux étrangers dans les pays sous-développés engendrent automatiquement un flux inverse de transferts de profits. Aux taux moyens de rémunération du capital, qui sont de l'ordre de 15 à 20%, le reflux des profits ne tarde pas à l'emporter sur le flux des investissements de capitaux, et, à partir d'un certain niveau, la balance des paiements extérieurs se retourne.

Ce retournement traduit le passage de la phase de "mise en valeur" du territoire nouvellement ouvert au capital, à la phase de son "exploitation dé-croisière". L'absence d'effets d'entraînement de l'investissement étranger en pays sous-développé prive celui-ci du rôle de catalyseur du processus d'accumulation qu'il a pu avoir dans le cas de l'investissement étranger dans les pays à structure capitaliste.

Dans les conditions de l'investissement étranger en pays sous-développé, l'équilibre de la balance des paiements exige une croissance rapide des exportations, non seulement plus rapide que celle du produit intérieur brut, mais plus encore que celle des importations. Or, de nombreuses forces tendent à accélérer la croissance des importations des pays sous-développés; les principales sont : 1) l'urbanisation, accompagnée de l'insuffisance de la croissance de la production agricole vivrière, qui oblige à des importations croissantes de produits alimentaires de base (blé, riz, etc), 2) la croissance des dépenses administratives, disproportionnées par rapport aux possibilités de l'économie locale, 3) la transformation des structures de la distribution du revenu et l'"européanisation" des modes de vie et de consommation des couches sociales privilégiées (effets de démonstration), et 4) l'insuffisance du développement industriel et le déséquilibre des structures industrielles (prédominance trop nette des industries de consommation), qui impose l'importation des biens d'équipement et des biens d'équipements et des biens intermédiaires. Le jeu combiné de ces forces rend les pays sous-développés dépendants d'une aide extérieure qui tend à devenir courante.

La dialectique de cette contradiction spécifique entre la tendance au déficit extérieur et la résorption de ce déficit par l'ajustement structurel de la périphérie aux exigences de l'accumulation au centre explique que l'histoire de la périphérie apparaisse comme une suite de "miracles" - périodes courtes de très forte croissance lors de la mise en place

du système, suivis de blocages, stagnations, voire de régressions - de miracles sans lendemains et de démarrages ratés.

L'étalon-devise étrangère et l'intégration de la périphérie dans des systèmes monétaires dominés par les métropoles centrales élimine les difficultés provisoires provenant d'un déséquilibre même persistant de la balance des comptes, qui, à la longue, devrait finir par se résorber par le fonctionnement du mécanisme-revenu. L'adoption de l'étalon-devise étrangère permet au système de se rééquilibrer par le ralentissement de la croissance du pays sous-développé, grâce à l'adoption d'un change de domination qui facilite le réajustement structurel.

L'abandon de cette intégration monétaire et l'établissement de systèmes monétaires autonomes à la périphérie modifient-ils les mécanismes de l'ajustement structurel ? Pas automatiquement. Si l'on continue à ne penser le développement qu'en termes de spécialisation internationale croissante, c'est-à-dire de développement prioritaire des productions pour l'exportation sur le marché mondial, alors l'équilibre extérieur n'est obtenu qu'au prix d'un freinage du développement, fût-il périphérique. Les tendances profondes au déséquilibre continuent à opérer, et le contrôle devient un jour ou l'autre inefficace : il faut dévaluer.